

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

N° DIRSG/DI_EXTENSION_CENTRES_DES_ARCHIVES_CAMON_Moe_du_25 août_2025

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Justice / Secrétariat Général
Délégation Grand Nord / Département immobilier de Lille

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

DIRSG Grand Nord – Mme la Déléguée Interrégionale

Objet du marché

**Mission de Maîtrise d'œuvre
relative à l'extension du centre d'archivage judiciaire à Camon (80)**

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

Le présent CCAP comporte **63** pages et **1** annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION.....	6
ARTICLE 2 - OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
2.1 - Détail des prestations.....	6
2.2 - Lieu d'exécution.....	6
2.3 - Décomposition en tranches.....	7
2.4 - Nature des prestations.....	7
2.5 - Contenu de la mission.....	7
2.5.1 - Eléments de mission de base et tranches :.....	7
2.6 - Autres éléments de mission de maîtrise d'œuvre :.....	8
2.7 - Éléments de missions complémentaires :.....	8
2.8 - Définition des éléments de mission.....	8
2.9 - Mode d'attribution des travaux.....	15
ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES.....	16
3.1 - Maîtrise d'ouvrage.....	16
3.1.1 - Représentant du maître d'ouvrage.....	16
3.1.2 - Conduite d'opération.....	16
3.1.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	16
3.2 - Titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.....	16
3.2.1 - Représentation de la maîtrise d'œuvre.....	16
3.2.2 - Cotraitance.....	16
3.2.3 - Mandataire du groupement.....	17
3.2.4 - Sous-traitance.....	17
3.3 - Autres intervenants.....	18
3.3.1 - Contrôleur technique.....	18
3.3.2 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (CSPS).....	18
3.3.3 - Ordonnancement, pilotage et coordination.....	18
3.3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	19
3.3.5 - Opérateurs économiques chargés des travaux.....	19
3.3.6 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	19
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	19
4.1 - Pièces particulières.....	19
4.2 - Pièces générales.....	20
4.3 - Autres pièces particulières.....	20
4.4 - Environnement réglementaire.....	20
ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ.....	21
5.1 - Obligation de confidentialité.....	21

5.2 - Clause de sûreté.....	21
5.3 - RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	22
ARTICLE 6 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET MESURES SOCIALES.....	23
6.1 - Protection de la main-d'œuvre.....	23
6.2 - Clause d'insertion sociale.....	23
6.3 - Application de la réglementation du travail.....	23
6.3.1 - Intervenants étrangers.....	23
6.3.2 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	24
ARTICLE 7 - MESURES ENVIRONNEMENTALES.....	25
ARTICLE 8 - RÉPARATION DES DOMMAGES.....	25
ARTICLE 9 - ASSURANCES.....	25
9.1 - Dispositions générales.....	25
9.2 - Assurances du maître d'œuvre.....	26
9.2.1 - Garantie de la responsabilité décennale.....	26
9.2.2 - Garantie de la responsabilité civile professionnelle.....	26
CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT.....	27
ARTICLE 10 - CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	27
10.1 - Règles générales – Forme du prix.....	27
10.2 - Décomposition des prix.....	27
10.3 - Modalité de révision des prix.....	27
10.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché.....	27
10.3.2 - Index de références.....	28
10.3.3 - Modalités de révision des prix.....	28
10.3.4 - Coefficient de révision.....	28
ARTICLE 11 - PRÉCISIONS SUR LES MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	28
11.1 - Modalités de transmission et de paiement.....	28
11.1.1 - Modalités de transmission des pièces de paiement.....	28
11.1.2 - Modalités de paiement.....	28
11.2 - Avance.....	29
11.3 - Acomptes.....	29
11.3.1 - Rémunération des éléments de mission de base en CONCEPTION (Tranche ferme).....	30
11.3.2 - Rémunération des éléments de mission de base en REALISATION (Tranche optionnelle1, 2 et 3).....	30
11.3.3 - Rémunération des éléments de mission COMPLEMENTAIRES ou AUTRES.....	31
11.3.4 - Rémunération des éléments de mission.....	32
11.3.5 - Montant de l'acompte.....	32
11.3.6 - Solde de la maîtrise d'œuvre.....	32
11.3.7 - Modalités particulières de paiement.....	33
11.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	34
ARTICLE 12 - COÛTS DES TRAVAUX – FORFAITS DE REMÉMORATION.....	34

12.1 - Coût prévisionnel initial des travaux.....	34
12.2 - Taux de rémunération initial.....	35
12.3 - Taux et seuils de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	35
12.4 - Forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base.....	36
12.5 - Conditions de modification du projet – Clause de réexamen.....	37
12.5.1 - Modification du projet.....	37
12.5.2 - Catégories de modifications possibles :.....	38
12.6 - Modalités de révision du forfait de rémunération de la mission de base.....	39
12.7 - Coût de référence des travaux.....	43
12.8 - Coût de réalisation des travaux.....	44
12.9 - Mesures conservatoires.....	44
12.10 - Coût final constaté des marchés de travaux.....	45
ARTICLE 13 - DÉLAIS ET PÉNALITÉS DE RETARD.....	46
13.1 - Établissement des documents d'étude.....	46
13.2 - Réception des documents d'étude.....	47
13.3 - Délais d'approbation par le maître d'ouvrage.....	48
13.3.1 - Ajournement.....	48
13.3.2 - Réfaction.....	48
13.3.3 - Rejet.....	49
13.4 - Délais de vérification des autres documents présentés par le MOE.....	49
13.5 - Établissement des documents en phase travaux.....	50
13.6 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	51
13.7 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur.....	52
13.8 - Instruction des mémoires en réclamation.....	53
ARTICLE 14 - ARTICLE 14 – AUTRES PÉNALITÉS.....	53
14.1 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin...53	
14.2 - Sous-traitants.....	53
14.3 - Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.....	53
14.4 - Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD.....	53
14.5 - Autres pénalités.....	53
14.6 - Exonération.....	53
14.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	54
ARTICLE 15 - ORDRES DE SERVICE.....	54
ARTICLE 16 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	54
16.1 - Journal de chantier.....	55
16.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	55
16.2.1 - Autorité du coordonnateur SPS.....	55
16.2.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du MOE.....	56
ARTICLE 17 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	56
ARTICLE 18 - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	57
ARTICLE 19 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	57

ARTICLE 20 - UTILISATION DES RÉSULTATS.....57

ARTICLE 21 - RÉSILIATION DU FAIT DU MAÎTRE DE L’OUVRAGE.....58

ARTICLE 22 - RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE OU CAS PARTICULIER.....58

ARTICLE 23 - CLAUSES DIVERSES.....59

 23.1 - Conduite des prestations dans un groupement.....59

 23.2 - Saisie-arrêt.....59

 23.3 - Responsabilité.....60

ARTICLE 24 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES ».....60

ARTICLE 25 - DIFFERENDS.....60

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales (CCAG), applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre - texte en vigueur au 1er avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 30 septembre 2021, s'appliquent à ce marché.

Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte des précisions complémentaires spécifiques à cette consultation et déroge à certaines stipulations du CCAG-maîtrise d'œuvre mentionné ci-dessus.

Le présent CCAP est complété en annexe par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2 - OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 - Détail des prestations

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières, issu de la consultation

***N° DIRSG/DI_EXTENSION_CENTRES_DES_ARCHIVES_CA-
MON_du_25_août_2025***

est un marché de maîtrise d'œuvre, au sens de l'article R.2172-1 du code de la commande publique.

La description de l'ouvrage et ses spécifications techniques sont indiquées dans les documents techniques de cette consultation.

Le présent marché est relatif à l'extension du centre d'archivage judiciaire de Camon (80) afin qu'il devienne un centre régional pour les juridictions du ressort de la cour d'appel d'Amiens (Somme, Oise et Aisne).

Le projet d'extension du bâtiment porte sur :

- la création d'un bureau, d'un espace de travail, d'un espace social
- la création d'un espace de stockage des archives en palettes, de cellules d'archivages pour accueillir un total de 11 000 ml
- la création d'une voirie pour accéder au stockage des archives, d'une aire d'entreposage d'une benne de 3 places de stationnement.

2.2 - Lieu d'exécution

L'adresse du site concerné est :

sis Impasse Roland Dorgelés

Les prestations sont exécutées en site occupé.

2.3 - Décomposition en tranches

Le marché issu de la consultation N° **DIRSG/DI_EXTENSION_CENTRES_DES_ARCHIVES_CAMON_Moe_du_25_août_2025** est composé d'une tranche ferme et de 3 tranches optionnelles.

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Phases Études, de l'Esquisse au DCE/ ACT,
Tranche optionnelle 1 :	Phases Travaux, des Visas à la réception des travaux
Tranche optionnelle 2 :	Phases Travaux, des Visas à la réception des travaux
Tranche optionnelle 3 :	Phases Travaux, des Visas à la réception des travaux

2.4 - Nature des prestations

Le présent marché concerne des prestations intellectuelles, relatives à une mission de maîtrise d'œuvre.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrage « bâtiment ».

La nature des travaux concerne principalement une opération d'extension des archives judiciaires du centre des archives de Camon

2.5 - Contenu de la mission

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de missions définis aux articles R.2431-4 et 5 du CCP et complétés dans l'annexe au présent CCAP (CCTP). Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

Le marché issu de cette consultation comprend la **mission de base** détaillée ci-après.

2.5.1 - Éléments de mission de base et tranches :

Tranche ferme :

ESQ : Les études d'esquisse ;

APS : Les études d'Avant-Projet Sommaire ;

APD : Les études d'Avant-Projet Définitif ;

PRO : Les études de projet ;

DCE : L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'*Établissement du Dossier de Consultation*
L'*assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux* ;

ACT : *Analyse des candidatures et des offres (initiales et négociées).des Entreprises (DCE)*

Tranche optionnelle 1, 2 et 3 :

L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
Analyse des candidatures et des offres (initiales et négociées).

VISA : L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;

DET : La direction de l'exécution des marchés de travaux ;

AOR : L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

2.6 - Autres éléments de mission de maitrise d'œuvre :

DIAG : Sans objet pour cette opération.

EXE : Sans objet pour cette opération.

2.7 - Éléments de missions complémentaires :

OPC : Sans objet

CSSI : Cette mission est intégrée à cette opération

Déclaration ICPE : Cette mission est intégrée à cette opération

1% Artistique : Sans objet

2.8 - Définition des éléments de mission

Le détail des éléments de mission est repris dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au dossier de la présente opération.

Mission de BASE :

a) Esquisse

Les études d'esquisse ont pour objet de :

- prendre connaissance et analyser le dossier programme et les documents fournis par le maître d'ouvrage ;
- visiter les lieux et analyser le site ;
- analyser les données administratives et les contraintes réglementaires ;
- analyser les données techniques et financières ;
- explorer les différentes solutions envisageables et en proposer une traduisant les éléments majeurs du programme, en présentant les dispositions générales techniques envisagées, en indiquant les délais de réalisation ;
- vérifier la comptabilité de la solution préconisée avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux ;

- vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site et proposer éventuellement des études géologiques et géotechniques, environnementales ou urbaines complémentaires.

b) Les études d'Avant-Projet

Sont inclus dans les études d'avant-projet :

- la vérification et la mise à jour si nécessaire, du dimensionnement et des cotes indiqués sur les plans fournis par le maître d'ouvrage
- l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention éventuelle du permis de construire et des autres autorisations administratives
- l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction (y compris élaboration et constitution de toutes notes de sécurité établies en fonction de la réglementation en vigueur nécessaires aux demandes d'autorisation de travaux).

Avant-projet sommaire (APS)

Au titre des études d'avant-projet sommaire, le maître d'œuvre devra :

- proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées ;

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200ème, avec certains détails significatifs au 1/100ème.

Avant l'exécution des études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre devra assister le maître d'ouvrage pour la présentation du projet aux utilisateurs, participer à la réunion finale de mise au point du projet avec les utilisateurs.

Avant-projet définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître d'ouvrage et qui ont pour objet de :

- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- définir les matériaux ;
- justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- établir l'estimation du coût prévisionnel définitif global des travaux (Cdef) ainsi que le coût prévisionnel par lot ;
- permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100ème, avec certains détails significatifs au 1/50ème.

Au titre des études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre devra reprendre, à ses frais, tout ou partie des études si les dossiers ci-dessus font l'objet, de la part des autorités compétentes, d'un avis défavorable ou d'un avis favorable avec réserve. Les délais d'études seront alors prolongés par ordre de service dans les conditions fixées par l'article 13-3 du CCAG-PI.

Le cout global prévisionnel définitif des travaux (Cdef) sera arrêté par acte modificatif et déterminera le forfait définitif de rémunération (Fdef) du maître d'œuvre pour la mission de base.

c) Études de Projet (PRO)

Sont inclus dans l'établissement des études de projet les documents et propositions suivants, prévus dans l'élément de mission « Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des Marchés de Travaux » (AMT) :

- la fourniture d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire nécessaire pour la consultation des entreprises ;
- une ébauche des cahiers des clauses techniques particulières.

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études avant-projets approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que ses prescriptions découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
- établir un cout prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état, sur la base d'un avant-métré ;
- permettre au maître d'ouvrage au regard de cette évaluation d'arrêter le cout prévisionnel de l'ouvrage et d'estimer les couts de son exploitation ;
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50ème avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20ème à 1/5ème.

d) L'Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de Travaux (AMT)

Est inclus dans l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux l'établissement et la rédaction des pièces ci-après :

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

Le maître d'œuvre devra établir la proposition quant aux :

- qualifications minimales à demander aux entrepreneurs par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation de ceux-ci ;
- clauses sociales, clauses environnementales et éventuelles clauses innovantes dans le cadre de la consultation des entreprises de travaux ;
- capacités financières minimales à demander aux entrepreneurs par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation de ceux-ci ;
- index de référence pour la révision des prix des contrats de travaux ;
- critères d'attribution des contrats de travaux.
- délais d'exécution et des délais de préparation nécessaires à l'exécution des contrats de travaux ; travaux préliminaires au choix des entreprises admises à remettre une offre en cas de consultation restreinte (analyse des compétences, moyens et références).

Il est précisé que le maître d'œuvre établit les pièces graphiques et rédige le(s) cahier(s) des clauses techniques particulières relatif(s) aux contrats de travaux ainsi que le(s) cadre(s) de décompositions des prix. Dès réception et validation (et reprise éventuelle des documents mentionnés précédemment), le maître d'ouvrage rédige et établit le règlement de la consultation des entreprises, le cahier des clauses administratives particulières relatifs aux contrats de travaux et l'acte d'engagement spécifique à chaque lot de travaux.

Consultation des entreprises :

- Le maître de l'ouvrage rédige et établit l'avis d'appel public à la concurrence.
- La consultation relative aux marchés de travaux sera passée sous forme formalisée ou adaptée, conformément aux articles R.2123-1 et R.2124-2 du code de la commande publique, selon l'estimation financière de l'enveloppe allouée aux travaux, au stade de l'élément de mission « Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de Travaux » (AMT) ;
- Durant la consultation des entreprises de travaux, il est fait obligation au maître d'œuvre de répondre aux questions des entrepreneurs retenus **avec l'aval du maître d'ouvrage**. Le maître d'œuvre communique ses réponses au maître d'ouvrage qui transmettra les informations à l'ensemble des candidats dans le respect de la mise en concurrence.

Ouverture des plis :

- Après l'ouverture des plis par le maître d'ouvrage, ce dernier transmet au maître d'œuvre, pour analyse, un dossier complet des candidatures et offres recevables. Le maître d'œuvre ne doit fournir aucune des informations contenues dans ce dossier à des tiers. Il établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport dans lequel il indique les points de conformités de chacune des candidatures et, pour chacune des offres qui lui paraissent les plus intéressantes :
 - a) La conformité des prix avec la réalité économique du moment ;
 - b) Les points sur lesquels ces offres ne seraient pas conformes au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
 - c) Les réserves éventuelles qu'elles appellent ;
 - d) Les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art ;
 - e) Les imprécisions, erreurs, ou omissions relevées notamment dans la décomposition forfaitaire ;
 - f) La pertinence de la méthodologie mise en application pour respecter les clauses sociales, les clauses environnementales et les éventuelles clauses innovantes ;
 - g) Une analyse des coûts proposés et de la cohérence des propositions financières en comparaison des estimations détaillées des travaux par lots ;
- Si des propositions "variantes" sont remises par les entrepreneurs, et que les variantes sont autorisées dans la consultation des entrepreneurs de travaux, le maître d'œuvre devra accomplir, sans rémunération complémentaire, les tâches d'analyse, de contrôle, etc..., impliquées par l'étude de ces variantes ;
- Le maître d'œuvre établit un rapport d'analyse comparative, proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement et de sélection des offres précisées dans le règlement de la consultation, remis au maître d'ouvrage dans le délai fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement ;
- Le maître d'œuvre doit, en outre, respecter le caractère secret des prix consentis par les entrepreneurs attributaires des marchés, ces prix ne devant en aucun cas être communiqués aux autres soumissionnaires ;

Négociation :

- Dans le cadre de la consultation des entreprises, une phase de négociation peut être mise en place, après analyse des offres jugées comme étant les plus avantageuses (au maximum trois)
- Lorsque la phase de négociation est réalisée sous la forme d'auditions des entreprises de travaux, le maître d'ouvrage peut inviter le maître d'œuvre à participer à ces auditions ;
- Le maître d'œuvre établit un rapport d'analyse comparative, après négociation, conformé-

ment aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation, remis au maître d'ouvrage dans le délai fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Choix des entrepreneurs :

- La préparation des mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage ;
- Le choix définitif de l'entrepreneur à retenir appartient au maître d'ouvrage qui est libre de suivre ou non les remarques du maître d'œuvre ;
- Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants.

e) Le Visa des études d'exécution (VISA)

Les études d'exécution sont intégralement réalisées par les entreprises et validées par le maître d'œuvre. Cette phase « visa des études d'exécution » intègre la période de préparation préliminaire à l'exécution des contrats de travaux.

Les études d'exécution comprennent :

- L'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants ;
- L'établissement, sur la base des plans d'exécution, d'un devis quantitatif détaillé par lots ou corps d'état ;
- L'établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par marché public ;
- La vérification du respect des dispositions du projet par les documents établis par les opérateurs économiques chargés des travaux.

Période de préparation - programme d'exécution des travaux :

- La durée, s'il y a lieu, de la période de préparation ainsi que les conditions d'établissement, durant cette période, du programme d'exécution des travaux sont fixées à l'article 28 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux ;
- En outre, le maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues aux articles 28 et 29 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Il établit avec eux le calendrier d'exécution et dirige la mise au point de ces documents. Au cours de cette période, chaque entrepreneur procède, en accord avec le maître d'œuvre, à la décomposition définitive du montant de son marché par "phases techniques" ;
- Le calendrier d'exécution doit être revêtu d'une mention d'approbation par chacun des entrepreneurs et visé par le maître d'œuvre avant d'être approuvé par le maître d'ouvrage.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

f) La Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des marchés de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents qui doivent être produits par les opérateurs économiques chargés des travaux, ainsi que l'exécution des travaux sont conformes aux clauses de leur marché public ;
- Délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du

ou des marché(s) public(s) de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantiers ;

- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentes par le ou les opérateurs économiques chargés des travaux, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final, et établir le décompte général
- D'assister le maître d'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux.

Le CCAG applicable aux marchés de travaux fixe d'une manière générale le contenu des relations qui s'établissent entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les entrepreneurs, sous réserve des dispositions complémentaires ci-dessous qui prévalent.

En outre, le maître d'œuvre assume le rôle qui lui est imparti en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier par la réglementation en vigueur (article 31 du CCAG travaux).

Concernant l'établissement et la délivrance des ordres de service (prévus à l'article R.2431-16 du code de la commande publique), il y a lieu de se référer aux stipulations de l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Le suivi de l'exécution des travaux sera effectué, conformément aux stipulations de l'article 16 du présent CCAP.

Le maître d'œuvre devra se conformer aux prescriptions du CCAG applicable aux marchés de travaux et portant sur la réalisation des ouvrages et plus particulièrement au chapitre IV (articles 21 à 28 inclus).

g) L'Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie et de parfait achèvement (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaires à leur exploitation.

Les obligations du maître d'œuvre relatives à la réception des travaux sont celles définies aux articles 41 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre devra :

- Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- Relancer les entreprises défaillantes et assurer le suivi de la reprise éventuelle des prestations non réalisées ;
- Informer le maître d'ouvrage des difficultés rencontrées et des dispositions à prendre ;
- Assurer la surveillance des travaux de reprise des vices cachés.

Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)

Il appartient au maître d'œuvre de vérifier les documents fournis après exécution par les entrepreneurs (et notamment que les plans d'ensemble et de détail soient conformes à l'exécution) en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Le maître d'œuvre s'assure, dans un premier temps, que l'ensemble des documents des DOE ont bien été transmis dans les délais, comme précisé dans les marchés de travaux.

En cas de non réception ou de réception partielle des documents du DOE, le maître d'œuvre met en demeure le titulaire du marché de travaux concerné, par ordre de service, de transmettre les documents manquants avant une date limite, fixée dans l'ordre de service.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours à compter de la remise de la **totalité des documents** du DOE pour procéder à la vérification de conformité des documents. Passé ce délai, les do-

cuments seront réputés acceptés.

Une pénalité de retard de 100,00 €, par jour calendaire de retard, est appliquée sur constatation du dépassement du délai de validation des documents.

Missions complémentaires :

h) Système de Sécurité Incendie (SSI)

La mission SSI, complémentaire au marché de maîtrise d'œuvre, commence à la phase conception, se poursuit pendant la réalisation et se termine à la réception du bâtiment par les différents sujets détaillés ci-après :

- Phase conception : Conformément à la norme NFS-61-931, le coordinateur participe à l'analyse des besoins de sécurité et établit :

- le « concept de mise en sécurité » est un document décrivant les principes généraux de mise en sécurité de l'établissement en tenant compte des spécificités de l'opération, des demandes du maître d'ouvrage et des exigences réglementaires

- le « Cahier des charges fonctionnel du SSI » est un document comprenant au minimum les informations suivantes :

- la catégorie du SSI ;
- les alimentations de sécurité et leurs conditions d'implantation ;
- le principe et la nature des liaisons ;
- la procédure de réception technique du SSI ;
- ...

- Durant cette phase, le coordonnateur SSI :

- participe aux réunions de mise au point technique avec la maîtrise d'œuvre et veille à la cohérence entre les prescriptions techniques du dossier, les avis émis par les autorités compétentes et les avis formulés par le bureau de contrôle technique ;
- analyse le dossier « Projet » et remet le rapport d'examen correspondant.

- Phase réalisation : Le coordonnateur intervient durant la réalisation des travaux pour :

- assurer les mises au point techniques avec les entreprises concernées sur les détails de mise en œuvre des constituants du SSI et sur le traitement de l'interface entre les différents matériels installés par les corps d'état ;

- organiser des réunions de coordination SSI. Il préside ces réunions auxquelles participent les entreprises concernées par les équipements constitutifs du SSI.

Il est destinataire, pour examen par ses soins, des plans d'exécution des entreprises, Il collecte les fiches d'essais fonctionnels et les procès-verbaux justificatifs de la conformité aux normes des matériels installés par les entreprises, les avis et compte rendus de réunion émis par le coordonnateur durant sa mission sont adressés au maître d'ouvrage avec copie à la maîtrise d'œuvre.

- Phase réception : Conformément à la norme NFS-61-932, le coordonnateur organise la réception technique du SSI.

Pour cela, il :

- collecte les fiches d'autocontrôle des essais effectués par les entreprises sur les installations participant à la réalisation du SSI et valide leur contenu,
- organise la visite de réception technique du SSI en présence des représentants du maître d'ouvrage ou de l'utilisateur, de la maîtrise d'œuvre et des entreprises,
- dirige la visite de réception technique et dresse un procès-verbal de réception correspondant,

- établit le dossier d'identité du SSI par la mise à jour de l'ensemble des informations collectées au cours des travaux.

Le coordonnateur participe à la visite de la commission de sécurité ou il présente le dossier d'identité et argumente les choix techniques retenus pour l'opération.

i) Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) - Sans objet sur cette opération

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC), prévue à l'article R.2431-17 du code de la commande publique, est essentiellement centrée sur la partie travaux des opérations de construction.

Elle est concomitante aux éléments de mission « direction de l'exécution des marchés de travaux » et « assistance lors des opérations de réception » confiés à la maîtrise d'œuvre mais ne doit pas être confondue avec ceux-ci.

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination de chantier (OPC) comporte trois fonctions :

- Ordonnancement : Préparation et surveillance de la planification du chantier ;
- Pilotage : Interventions et actions sur le déroulement du chantier en fonction de la planification ;
- Coordination : Organisation des relations entre entreprises et entre les différents intervenants.

Sur le plan chronologique, la mission se divise en quatre phases :

- **Phase études** : la période d'études s'étend depuis la notification du marché de maîtrise d'œuvre jusqu'à la notification des marchés de travaux aux diverses entreprises ;
- **Phase préparation de chantier** : la période de préparation du chantier s'étend depuis la notification des marchés de travaux aux diverses entreprises jusqu'à l'ordre de service de début de la phase travaux ;
- **Phase exécution des travaux** : la période d'exécution s'étend depuis l'ordre de service de début de la phase travaux jusqu'à la réception ;
- **Phase réception** : la période de réception s'étend depuis la réception avec ou sans réserves de l'ensemble des ouvrages, jusqu'à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement.

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) porte sur :

- L'ensemble des bâtiments constituant l'opération.
- Les ouvrages de viabilité considérés comme éléments constitutifs d'un bâtiment (cf. loi du 4 janvier 1978).

L'OPC ne sera pas responsable de la surveillance qualitative des travaux, ni des erreurs de plans ou de prescriptions.

J) Déclaration ICPE

Lors du dépôt de permis de construire la déclaration ICPE sera également à déposer

2.9 - Mode d'attribution des travaux

L'attribution des travaux sera effectuée dans le cadre d'une consultation à procédure adaptée, selon l'estimation de l'enveloppe budgétaire allouée aux travaux.

Le mode de dévolution des travaux sera en corps d'états séparés. Cet élément sera confirmé au stade de l'Avant-Projet Définitif (APD).

ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES

3.1 - Maitrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le **Ministère de la Justice**.

3.1.1 - Représentant du maitre d'ouvrage

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est **Madame la Déléguée Interrégionale**.

3.1.2 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le département de l'immobilier de Lille, du Secrétariat Général - Délégation Grand Nord.

3.1.3 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

Sans objet pour cette opération.

3.2 - Titulaire du marché de maitrise d'œuvre

Les caractéristiques et coordonnées du titulaire du marché issu de la consultation sont précisées dans l'acte d'engagement du marché.

L'équipe pluridisciplinaire de maitrise d'œuvre est composée de spécialistes capables, ensemble, de maîtriser la totalité des disciplines et compétences exigées par la spécificité de l'ouvrage et réunissant au minimum les compétences nécessaires à l'objet du marché dans les domaines suivants :

- × Architecte ;
- × Bureau d'Etudes Techniques :
 - structure
 - VRD
 - études des installations de ventilation, de désenfumage et de traitement d'airs
 - économie de la construction

3.2.1 - Représentation de la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG sont applicables.

3.2.2 - Cotraitance

En cas de cotraitance, la forme du groupement est celle indiquée par le maître d'œuvre à l'article 1 de l'acte d'engagement.

3.2.3 - Mandataire du groupement

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

3.2.4 - Sous-traitance

Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-MOE.

Le MOE ne pourra sous-traiter que certaines prestations de son marché compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu **préalablement** de la personne représentant le pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- En cas d'allotissement et/ou de tranches : le(s) lot(s) et/ou la/les tranche(s) concerne(es) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Les demandes d'acceptation de sous-traitance devront être exclusivement adressées au chargé d'opération concerné au Département Immobilier.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire s'engage cependant à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le maître de l'ouvrage. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance ou suite au silence du représentant du pouvoir adjudicateur pendant vingt-et-un jours à compter de la réception de la demande d'agrément du sous-traitant.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € (six cents) toutes taxes comprises, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, **est payé directement**, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par le marché, sont constatées par un acte spécial de sous-traitance signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par le maître d'œuvre, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

3.3 - Autres intervenants

3.3.1 - Contrôleur technique

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

La mission du contrôleur technique est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation. En plus des missions de base L et S, le maître d'ouvrage pourra confier les missions complémentaires suivantes au contrôleur technique :

- Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés (Mission P1) ;
- Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (Mission Hand) ;
- Solidité des existants (Mission LE) ;
- Liste non exhaustive

Le MOE doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le MOE. Cette rémunération est négociée avec le maître d'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

3.3.2 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (CSPS)

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

L'opération relève de la **catégorie 2**, conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différent entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

3.3.3 - Ordonnancement, pilotage et coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est une mission complémentaire.

L'OPC pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC), prévue à l'article R.2431-17 du code de la commande publique, est essentiellement centrée sur la partie travaux des opérations de construction.

Elle est concomitante aux éléments de mission « direction de l'exécution des marches de travaux » et « assistance lors des opérations de réception » confiés à la maîtrise d'œuvre mais ne doit pas être confondue avec ceux-ci.

L'OPC ne sera pas responsable de la surveillance qualitative des travaux, ni des erreurs de plans ou de prescriptions.

3.3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission de coordination SSI est une mission complémentaire.

Le contenu de la mission sera conforme à la norme NF S61-931 de février 2014.

Le CSSI pour cette opération est intégré à cette opération

3.3.5 - Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

3.3.6 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

4.1 - Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
 - le détail des prestations exécutées par chaque cotraitant (annexe 1 à l'acte d'engagement) ;
 - Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 2 à l'acte d'engagement) ;
 - Le cadre de décomposition du temps prévisionnel d'intervention (annexe 3 de l'acte d'engagement) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cas échéant ses annexes relatives au pouvoir du mandataire du groupement et à la protection des données personnelles ; Seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi.
- Le programme fonctionnel et technique incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes ;
- L'ensemble des plans et documents techniques joints à la consultation.

4.2 - Pièces générales

- Le cahier des clauses particulières (CCTP) et le cas échéant son annexe sur la répartition des études d'exécution ou celle relative aux obligations environnementales du maître d'œuvre ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux - texte en vigueur au 1er avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 30 septembre 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG), en vigueur lors du mois d'établissement des prix (Mois Mo) études tel que défini à l'acte d'engagement ;
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (DTU) énumérés aux annexes 1 des circulaires du ministère de l'économie et des finances relatives aux cahiers des charges techniques des marchés publics de travaux de bâtiment compte tenu des modifications qui leur sont apportées par les annexes à ces circulaires.

4.3 - Autres pièces particulières

- Les demandes d'acceptation de sous-traitance (annexées à l'acte d'engagement), remis lors du dépôt de l'offre du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification ;
- Le mémoire technique, remis par le titulaire lors du dépôt de son offre.
- La Convention Ediflex

4.4 - Environnement réglementaire

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Les pièces générales, mentionnées au point 4.2 du présent document, bien que non jointes à la consultation, sont réputées connues du titulaire du marché issu de cette consultation.

Le titulaire leur reconnaît expressément le caractère contractuel.

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
- du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- de l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ

5.1 - Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG-MOe, le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

En outre, le non-respect de cette obligation entraînera l'application de la pénalité définie à l'article 14.3 du présent CCAP.

5.2 - Clause de sûreté

• Contrôle de la liste nominative du personnel

Les prestations nécessiteront l'accès à un site du Ministère de la Justice.

L'opérateur économique qui effectue les prestations sera tenue de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (personnel du titulaire, de ses cotraitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), et ce, à minima, **14 jours avant la date de démarrage** des travaux ou prestations.

• Sites sensibles

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

- Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.
- Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.
- Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux cotraitants et sous-traitants.

5.3 - RGD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article **14.4** du présent CCAP.

ARTICLE 6 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET MESURES SOCIALES

6.1 - Protection de la main-d'œuvre

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-travaux, le titulaire du marché issu de cette consultation s'engage à respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants sur le chantier.

6.2 - Clause d'insertion sociale

L'acheteur incite le titulaire à engager des démarches d'insertion par le statut scolaire et/ou par l'activité économique.

Les marchés de travaux devront comporter des clauses sociales pour l'insertion professionnelle, dans le respect des stipulations de l'article 18.1 du CCAG-MOE.

6.3 - Application de la réglementation du travail

Le MOE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

6.3.1 - Intervenants étrangers

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

6.3.2 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

ARTICLE 7 - MESURES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire du marché veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Dans son mémoire technique fourni lors du dépôt de son offre, le titulaire aura fourni un état de la situation de sa société quant à la protection de l'environnement, et notamment sur les points suivants :

- la gestion des déchets ;
- l'utilisation de produits éco-labellisés ;
- la composition du parc automobile dédié (perspectives d'achat de véhicules plus vertueux)
- la lutte contre la déforestation (pour les marches comprenant des exemplaires papier ou du matériel bois).

Les obligations environnementales du maître d'œuvre ainsi que les modalités de leur vérification et de leur contrôle sont définies, le cas échéant, par le maître d'ouvrage dans le CCTP ou ses annexes.

ARTICLE 8 - RÉPARATION DES DOMMAGES

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-MOe.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

9.1 - Dispositions générales

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre ainsi que les cotraitants ou sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes des articles 1792 et suivants du code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

Le MOE qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. Il devra s'il y a lieu, sous-

créer une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

9.2 - Assurances du maître d'œuvre

9.2.1 - Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le MOE déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le MOE justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances émanant de sa société d'assurances.

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

9.2.2 - Garantie de la responsabilité civile professionnelle

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Pour la responsabilité civile professionnelle, les montants de garantie du contrat d'assurance souscrit seront au minimum les suivants, adaptés aux limites du marché de l'assurance des activités de maîtrise d'œuvre :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT

ARTICLE 10 - CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

10.1 - Règles générales – Forme du prix

Le forfait de rémunération de la mission de base de maîtrise d'œuvre est provisoire et révisable. Le forfait provisoire devient définitif après passation de l'acte modificatif qui intervient à l'issue de l'élément de mission Avant-Projet Définitif (APD).

Le montant de la (des) mission(s) complémentaire(s) définie(s) à l'article 2.5 du présent cahier des clauses administratives particulières est ferme et révisable.

Sauf dispositions contraires, les prix sont indiqués dans les documents du marché en montants hors taxe.

La TVA applicable aux prix du marché issu de cette consultation est de 20 %.

En cas de modification réglementaire d'un taux de taxe sur la valeur ajoutée, le nouveau taux s'applique de fait sur l'ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

10.2 - Décomposition des prix

Les montants de la mission de base et de la (des) mission(s) complémentaire(s) sont fixés dans l'acte d'engagement.

Les montants de chaque élément de mission de la mission de base sont détaillés dans l'annexe 2 a l'acte d'engagement (cadre de décomposition du prix global et forfaitaire).

10.3 - Modalité de révision des prix

Les prix sont révisables en application de l'article 10.1.1 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

10.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "Mo" (Mo Etudes) fixé dans l'acte d'engagement en page de garde.

10.3.2 - Index de références

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie "I" publié par l'Insee.

10.3.3 - Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 10.3 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché (concerné) d'un coefficient de révision (C_n), applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n et donné par la formule :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 11.3 est dû au MOE, moins 3 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

10.3.4 - Coefficient de révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision. Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive à l'issue de chaque période annuelle décomptée à partir de la date de notification du marché.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 11 - PRÉCISIONS SUR LES MODALITÉS DE RÈGLEMENT

11.1 - Modalités de transmission et de paiement

11.1.1 - Modalités de transmission des pièces de paiement

Les modalités sont définies par la **Convention Interchange** jointe en annexe au présent document. Ladite convention fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information **EDIFLEX** mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation des marchés par la société EPICTURE, en accord avec le Maître d'Ouvrage.

11.1.2 - Modalités de paiement

Dans un but de mise en œuvre des objectifs de traitement dématérialisé des factures, l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, du portail de facturation Chorus Pro est souhaitée dans le cadre de l'exécution de ce marché.

L'outil EDIFLEX, utilisé par la maîtrise d'ouvrage pour le traitement des factures, dispose d'un raccordement qui permet de transmettre directement l'acompte à Chorus Pro après validation par le MOA.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture dans l'outil EDIFLEX.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à **30 jours**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

11.2 - Avance

Une avance sera versée au titulaire **sauf indication contraire** dans l'acte d'engagement pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000,00 euros hors taxes, et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique.

Si le délai d'exécution N du marché, exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant, en prix de base, est égal à 30 % du montant du marché. Si le délai N dépasse 12 mois, il est égal au produit de ces 30 % par 12 / N. Le montant de l'avance n'est pas affecté par les variations de prix.

Le mandatement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteindra 5 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Une avance peut être versée sur leur demande aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 euros hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance (dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des travaux sous-traités) et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend le versement et remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

11.3 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 2.5 ci-avant, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dont la fréquence est la suivante :

11.3.1 - Rémunération des éléments de mission de base en CONCEPTION (Tranche ferme)

Élément de mission ESQ :

(1)	Exigibilité
100 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA

Élément(s) de mission APS, PRO :

(1)	Exigibilité
70 %	À la remise du document d'étude
30 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA

Élément de mission APD :

(1)	Exigibilité
40 %	À la remise du document d'étude
40 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA
20 %	Après délivrance de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considéré (permis de construire, déclaration ICPE...).

Élément de mission AMT :

(1)	Exigibilité
50 %	Après réception et validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
30 %	Après réception et validation du rapport d'analyse des offres.
20 %	Après mise au point des marchés de travaux.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

11.3.2 - Rémunération des éléments de mission de base en REALISATION (Tranche optionnelle 1, 2 et 3)

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution.

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
90%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux. Contrôle de la conformité des études, établissement des ordres de service, vérification des projets de décompte mensuel.
10 %	A la remise du dernier décompte général des marchés de travaux et après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles par le MOE.

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception des ouvrages, adressée par le MOE.
30 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves et après acceptation, sans réserve, de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des éventuelles réclamations par la MOe.
20 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement avant achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution serait trop important, afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (article R.2191-22 du CCP).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le MOE indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

11.3.3 - Rémunération des éléments de mission COMPLEMENTAIRES ou AUTRES

Élément de mission OPC : Sans objet sur cette opération

(1)	Exigibilité
10,00 %	A réception des documents nécessaires à l'élaboration du DCE.
10,00 %	A réception des offres par le titulaire lors de l'exécution de l'élément AMT.
60,00 %	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, sur production d'un état périodique, des comptes-rendus d'avancement des travaux et du calendrier d'exécution détaillé mis à jour.
20,00 %	A l'issue des opérations préalables à la réception et après levée complète des réserves.

Élément de mission SSI :

(1)	Exigibilité
50,00 %	A réception et approbation des documents de la mission PRO.
5,00 %	A l'approbation de l'analyse des offres par le titulaire lors de l'exécution de l'élément AMT.
35,00 %	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels identiques répartis selon le nombre de mois de travaux (compris période de préparation).

(1)	Exigibilité
10,00 %	A réception du rapport final du CT et du dossier d'identité incendie.

Élément de mission Déclaration ICPE :

(1)	Exigibilité
40,00 %	Au dépôt de la déclaration ICPE lors du dépôt de permis de construire
30,00 %	A la réception de la déclaration ICPE à la réception du dépôt de permis de construire
30,00 %	A la remise de l'ensemble des documents lors de la réception des travaux

11.3.4 - Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de la mission, considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous la forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments ESQ, APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux de chaque tranche ainsi que le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

11.3.5 - Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

1. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le MOE, est envoyée selon les modalités de l'article 11.1 ci-avant.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 2.5, 11.3.1 et 11.3.2 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

2. Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le MOE, le RMO détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte conformément aux articles 11.2 et 11.3 du CCAG.

11.3.6 - Solde de la maîtrise d'œuvre

Après la constatation de l'achèvement de sa mission, dans les conditions prévues à l'article 18 du présent cahier des clauses administratives particulières, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG.

• Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ;
- La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 12.2 du présent cahier des clauses administratives particulières ;
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché.

La rémunération, en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, est égale au forfait de rémunération figurant au projet de décompte final diminué de l'ensemble des pénalités mentionnées ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

• Décompte général - État du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final détaillé précédemment ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors TVA du solde : ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde cité ci-dessus ;
- L'incidence de la TVA ;
- L'état du solde à verser au titulaire : ce montant étant égal à la somme des trois points précédents ;
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que le solde à verser constituent le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif par la signature du maître d'œuvre.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

11.3.7 - Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant est soumis au processus de transmission des demandes de paiement défini dans la convention EDIFLEX
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

11.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 12 - COÛTS DES TRAVAUX – FORFAITS DE REMÉMORATION

Sigles utilisés :

Co	=	Coût prévisionnel initial
C_{def}	=	Coût prévisionnel définitif après l'élément de mission APD
C_{ref}	=	Coût de référence des travaux à l'issue de l'élément de mission ACT
C_{réal}	=	Coût de réalisation des travaux à la notification des marchés de travaux
C_{final}	=	Coût final constaté des travaux au moment du décompte final
To	=	Taux de rémunération initial
T_{def}	=	Taux définitif de rémunération après l'élément de mission APD
T_{réal}	=	Taux de rémunération après notification des marchés de travaux
Tt_(études - base)	=	Taux de tolérance en phase « études », jusque la notification des contrats de travaux
Tt_(travaux)	=	Taux de tolérance en phase « travaux »
Sto	=	Seuil de tolérance initial
St_{def}	=	Seuil de tolérance en phase « études », jusque la notification des contrats de travaux
St_{réal}	=	Seuil de tolérance en phase « travaux »

12.1 - Coût prévisionnel initial des travaux

L'enveloppe financière estimative allouée aux travaux, représentant le coût prévisionnel initial des travaux C_0 , est définie par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement.

Dans l'éventualité où le maître d'œuvre estime que l'enveloppe budgétaire prévisionnelle allouée aux travaux n'est pas adaptée, il est tenu d'en faire part au maître d'ouvrage, avant la notification du marché de maîtrise d'œuvre.

Après notification du marché de maîtrise d'œuvre, l'enveloppe budgétaire prévisionnelle allouée aux travaux est considérée comme acceptée par le titulaire du marché.

Le mois durant lequel est établie l'enveloppe budgétaire prévisionnelle allouée aux travaux fixe la valeur économique initiale. Ce mois est appelé M_{0init} .

La réévaluation du forfait de rémunération de la mission de base, à l'issue de l'élément de mission APD, détaillée à l'article 11.3.4 du présent document, se calcule sur la base du coût global prévisionnel des travaux et donc sur la base de la valeur économique correspondante au mois M_{0init} .

La révision des prix du marché, telle que définie à l'article 10.3 du présent cahier des clauses administratives particulières, est quant à elle calculée sur la base des conditions économiques du mois "Mo" (Mo Etudes) fixé dans l'acte d'engagement du marché de maîtrise d'œuvre.

12.2 - Taux de rémunération initial

Le taux de rémunération initial T_0 est fixé par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement.

T_0 tient compte :

- de l'étendue de la mission ;
- du degré de complexité de l'opération ;
- de l'évolution économique entre les mois M_{0init} et M_0 .

Le titulaire pourra se référer au Guide MOP établi par la MIQCP et à la fiche pratique d'estimation des honoraires de maîtrise d'œuvre (<https://miqcp.gouv.fr/images/SIMULATEUR/Calcul-MOP-hono-MOE-Batiment-BT202501.xls>)

12.3 - Taux et seuils de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Lors de l'exécution de son marché, le maître d'œuvre signe plusieurs engagements :

- Il s'engage tout d'abord sur le coût prévisionnel initial des travaux C_0 en signant l'acte d'engagement ;
- Il s'engage ensuite sur le coût prévisionnel définitif C en signant l'acte modificatif (avenant) rédigé à l'issue de l'élément de mission APD ;
- Il s'engage finalement sur le coût de réalisation des travaux C_r à l'approbation de l'intégralité de l'élément de mission AMT et à la notification des marchés de travaux, après d'éventuelles négociations ou mises au point.

Conformément à l'article R.2432-3 du code de la commande publique, le coût des travaux est assorti d'un seuil de tolérance (St).

Le seuil de tolérance (St) est calculé en fonction du taux de tolérance (Tt) fixé par le maître d'ouvrage.

Phase études (conception)

- Pour l'engagement à l'issue de l'élément de mission **APD**, le seuil de tolérance permettant l'engagement sur le coût prévisionnel définitif **C** est défini comme suit :

$$\mathbf{Sto} = \mathbf{Co} + \mathbf{Tt(études - base)} \times \mathbf{Co}$$

où *Tt(études - base)*, le taux de tolérance est : **5 %**

- Pour l'engagement à l'issue de l'élément de mission **AMT**, le seuil de tolérance permettant l'engagement sur le coût de référence des travaux **Cref** est défini comme suit :

$$\mathbf{Stdef} = \mathbf{Cdef} + \mathbf{Tt(études - base)} \times \mathbf{Cdef}$$

où *Tt(études - base)*, le taux de tolérance est : **5 %**

En phase **études**, l'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de chacun de ses engagements sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le MOE doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations est supérieur aux seuils de tolérance définis précédemment, le maître de l'ouvrage **peut** refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec ses engagements.

Dans le cas où le maître d'œuvre est incapable de respecter son engagement après adaptation, le maître d'ouvrage peut décider d'arrêter l'exécution des prestations, conformément à l'article 18 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Phase travaux (réalisation)

- Le seuil de tolérance pour la réalisation des travaux est défini comme suit :

$$\mathbf{Stréal} = \mathbf{Créal} + \mathbf{Tt(travaux)} \times \mathbf{Créal}$$

où *Tt(travaux)*, le taux de tolérance est : **4 % en construction existante**

12.4 - Forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de base **Fo** est établi par le maître d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre, sur la base des conditions économiques en vigueur au **mois Mo Études** figurant à l'acte d'engagement.

Le forfait de rémunération de la mission de base rétribue les études et prestations constituant la mission de maîtrise d'œuvre telle que définie à l'article 2-5 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Il tient compte :

- de l'étendue de la mission et des missions complémentaires retenues ;
- du degré de complexité de l'opération ;
- du cout prévisionnel initial des travaux ;
- de l'évolution économique entre les mois Mo_{Etudes} et Mo , tels que définis à l'article 12.1 du présent CCAP.

Le forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base **Fo** est le produit du taux de rémunération initial **To**, fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement, par la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle initiale **Co** affectée aux travaux, fixée dans l'acte d'engagement par le maître d'ouvrage.

$$Fo = To \times Co$$

En établissant le forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base, le maître d'œuvre s'engage sur le cout prévisionnel initial des travaux **Co**.

Le forfait de rémunération peut néanmoins, sous certaines conditions décrites ci-après, être révisé à la hausse.

12.5 - Conditions de modification du projet – Clause de réexamen

En cours d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, des modifications peuvent intervenir sur la consistance du projet.

Ces modifications ne doivent, en aucun cas, entrer dans les cas de modifications dites « substantielles », qui nécessiteraient la passation d'un nouveau contrat soumis aux règles du droit de la commande publique.

Une modification peut être jugée comme substantielle lorsqu'elle :

- introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient permis l'admission de soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou auraient permis de retenir une offre autre que celle initialement retenue ;
- étend le marché, dans une mesure importante, à des services non initialement prévus ;
- change l'équilibre économique du contrat en faveur du titulaire du marché, d'une manière qui n'était pas prévue dans les termes du marché initial.

Des modifications dites substantielles ne peuvent, en aucun cas, être proposées ou acceptées, que ce soit par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

12.5.1 - Modification du projet

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché pourra faire l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG et selon les modalités ci-après précisées.

La rémunération sera alors adaptée à partir d'une **proposition du MOE** faisant apparaître, notamment, la description des prestations supplémentaires qui s'imposent, décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fera l'objet d'une négociation avec le RMO.

Il sera alors pris en compte pour la mise au point de l'avenant les éléments qui ont servi de base à la passation du marché (étendue de la mission et complexité, importance des travaux, taux de rémunération).

Le taux de rémunération de base **To** pourra donc être revu à la hausse (augmentation de la complexité, du contexte réglementaire...) ou à la baisse (augmentation du coût travaux sans incidence sur la complexité, modification non substantielle du programme, aléas imprévisibles...).

12.5.2 - *Catégories de modifications possibles :*

Les modifications, qui peuvent intervenir en cours d'exécution du marché, sont classées par le pouvoir adjudicateur selon les catégories suivantes :

Modifications ayant une incidence financière complète sur le forfait de rémunération du MOe

Catégorie 1 :

- Modifications **non substantielles** dans la consistance ou le coût du projet, résultant de modifications du programme et nécessitant des prestations supplémentaires de conception de la part du MOE.
- Ces modifications peuvent être :
 - A la demande du Moa
 - Acceptés par le Moa, sur proposition du MOe

Catégorie 2 :

- Modifications dans la consistance du projet, nécessitant des prestations supplémentaires de conception de la part du MOE, imposées au Moa et au MOe (par suite de changement de réglementation, d'aléas imprévisible...)

Pour les Catégories 1 & 2 :

- La rémunération du MOe est révisée selon les modalités décrites à l'**Article 12.6** du présent CCAP
- L'incidence financière de ces modifications **est répercutée** dans le coût prévisionnel des travaux ou le coût de réalisation de ceux-ci.

Modifications ayant une incidence financière minorée sur le forfait de rémunération du MOe

Catégorie 3 :

- Modifications **non substantielles** dans la consistance du projet, **apportées par le MOE**, en phases d'études ou de travaux, par suite d'imprévisions, d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

Catégorie 4 :

- Modifications dans la consistance du projet, **à la demande du MOa**, ou acceptées par le Moa sur proposition du MOe, **ne nécessitant pas** de prestations supplémentaires de conception de la part du MOe.

Catégorie 5 :

- Modifications du coût prévisionnel ou du coût de réalisation des travaux, **sans modification de la consistance du projet**, par suite de circonstances économiques imprévisibles, de variation brutale de prix de matériaux ou équipements, d'augmentation du coût de réalisation par défaillance d'une entreprise...

Pour les Catégories 3, 4 & 5 :

- L'incidence financière de ces modifications **entraîne une réévaluation minorée** du forfait de rémunération du MOe, telle que définie à l'article 12.6 du présent CCAP (même si les travaux sont exécutés après accord du Moa).
- L'incidence financière de ces modifications **est répercutée** dans le coût prévisionnel des travaux ou le coût de réalisation de ceux-ci.

Pour l'ensemble des Catégories :

Le cumul de l'ensemble des modifications de catégories 1, 3 et 4 **ne peut, en aucun cas, être supérieur à 50 %** du cout prévisionnel des travaux sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Moe, ces modifications, et leurs éventuelles incidences financières, sont intégrées au marché de maîtrise d'œuvre par actes modificatifs au contrat (avenants), rédigés par le maître d'ouvrage, sur la base de l'estimation financière proposée par le maître d'œuvre et approuvée par le maître d'ouvrage.

Le forfait du maître d'œuvre étant lié à l'estimation de l'enveloppe budgétaire allouée aux travaux, sa révision définie à l'article 12.6 du présent document, est calculée sur la base de la valeur économique de l'enveloppe travaux initiale.

Les règlements et révisions du marché de maîtrise, en dehors de la révision du forfait de rémunération de la mission de base, défini à l'article 12.6 du présent document, sont calculés sur la base de la valeur économique Mo figurant dans l'acte d'engagement du marché de maîtrise d'œuvre.

12.6 - Modalités de révision du forfait de rémunération de la mission de base

a) Après l'élément de mission APD (Avant-Projet Définitif)

Après l'admission, en l'état ou avec observations (au sens de l'article 21.1 du CCAG-Moe), de l'élément de mission APD, le maître d'ouvrage rédige un acte modificatif au contrat (avenant) qui a pour objet de fixer :

- le cout prévisionnel définitif des travaux **C_{def}**, sur lequel s'engage le maître d'œuvre ;
- le forfait prévisionnel définitif de rémunération de la mission de base **F_{def}**.

Le cout prévisionnel définitif des travaux **C_{def}** est défini comme suit :

$$C_{\text{def}} = C_0 + \text{Cout des modifications de catégories 1, 2, 3, 4 et 5}$$

Le forfait de rémunération définitif F_{def} est établi selon la formule suivante :

$$F_{\text{def}} = T_{\text{def}} \times (C_0 + \text{Cout des modifications de catégories 1 et 2})$$

L'augmentation du cout prévisionnel définitif des travaux est calculée relativement au cout prévisionnel initial et est comparée au seuil de tolérance défini à l'article 12-3 du présent document.

• **Premier cas : $C_{\text{def}} \leq C_0$**

Dans le cas où le cout prévisionnel définitif des travaux est inférieur ou égal au cout prévisionnel initial des travaux, le forfait définitif de rémunération F_{def} reste inchangé par rapport au forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base F_0 .

$$F_{\text{def}} = F_0$$

Ainsi que le taux de rémunération :

$$T_{\text{def}} = T_0$$

• **Deuxième cas : $C_0 \leq (C_{\text{def}} - \text{Cout des modifications de catégorie 1}) \leq S_{\text{to}}$**

Dans le cas où le cout prévisionnel définitif des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur ou égal au cout prévisionnel initial et inférieur ou égal au seuil de tolérance initial, le taux définitif de rémunération reste égal au taux initial de rémunération :

$$T_{\text{def}} = T_0$$

et

$$F_{\text{def}} = T_{\text{def}} \times (C_0 + \text{Cout des modifications de catégories 1 et 2})$$

• **Troisième cas : $(C_{\text{def}} - \text{Cout des modifications de catégorie 1}) > S_{\text{to}}$**

Dans le cas où le cout prévisionnel définitif des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur au seuil de tolérance initial, le taux définitif de rémunération T_{def} est alors établi selon la formule suivante :

$$T_{\text{def}} = T_0 - (\alpha \times R)$$

Où α est la différence entre le taux d'augmentation constaté et le taux de tolérance tel que défini à l'article 12.3 du présent document.

$$\alpha = \left(\left(\frac{C_{\text{def}} - \text{Cout des modifications de catégorie 1}}{C_0} \right) - 1 \right) - T_{\text{t}}(\text{études} - \text{base})$$

Et R , le coefficient réducteur, tel que $R = 0,025$.

Le forfait de rémunération est alors :

$$F_{\text{def}} = T_{\text{def}} \times C_{\text{def}} = (T_0 - (\alpha \times R)) \times (C_0 + \text{Cout des modifications de catégories 1 et 2})$$

Dans un cas extrême où l'application de la formule de révision aboutirait à une réduction du forfait de rémunération, il ne serait alors pas fait application de la formule de révision.

Le forfait définitif de rémunération serait alors fixe comme étant : $F_{\text{def}} = F_0$

b) A la notification des marchés de travaux

A l'issue de la consultation « travaux », les contrats de travaux sont notifiés par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs attributaires.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de réalisation des travaux $C_{réal}$, tel que défini à l'article 12.8 du présent cahier des clauses administratives particulières. Cet engagement prend effet à la notification des contrats de travaux.

Le maître d'ouvrage compare alors le coût de réalisation des travaux $C_{réal}$ et coût prévisionnel définitif des travaux C_{def} , sur la base d'une valeur économique commune.

• Premier cas : $C_{réal} \leq C_{def}$

Dans le cas où le coût de réalisation des travaux est inférieur ou égal au coût prévisionnel définitif des travaux, le forfait de rémunération demeure identique et n'est pas réévalué.

• Deuxième cas : $C_{def} \leq (C_{réal} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) \leq S_{tdef}$

Dans le cas où le coût de réalisation des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur ou égal au coût prévisionnel définitif des travaux, et inférieur ou égal au seuil de tolérance définitif, le taux de rémunération, après notification des marchés de travaux, reste égal au taux définitif de rémunération :

$$T_{réal} = T_{def}$$

Le forfait de rémunération est alors réévalué comme suit :

$$F_{réal} = T_{réal} \times C_{réal} = T_{def} \times C_{réal}$$

Cette réévaluation est notifiée au maître d'œuvre par le biais d'un acte modificatif (avenant).

• Troisième cas : $(C_{réal} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) > S_{tdef}$

Dans le cas où le coût de réalisation des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur au seuil de tolérance définitif, le taux de rémunération après notification des marchés de travaux, est alors révisé selon la formule suivante :

$$T_{réal} = T_{def} - (\alpha \times R)$$

Où α est la différence entre le taux d'augmentation constaté et le taux de tolérance tel que défini à l'article 12.3 du présent document.

$$\alpha = \left(\frac{C_{réal} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}}{C_{def}} \right) - 1 - T_t(\text{études} - \text{base})$$

Et R, le coefficient réducteur tel que $R = 0,025$.

Le forfait de rémunération est alors :

$$F_{réal} = (T_{def} - (\alpha \times R)) \times (C_{def} + \text{Coût des modifications de catégories 1 et 2})$$

Dans un cas extrême où l'application de la formule de révision aboutirait à une réduction du forfait de rémunération, il ne serait alors pas fait application de la formule de révision.

Le forfait définitif de rémunération serait alors fixé comme étant : $F_{réal} = F_{def}$

Cette révision du forfait de rémunération est notifiée au maître d'œuvre par le biais d'un acte modificatif.

c) Lors de l'exécution des marchés de travaux

Dans le cas où des prestations supplémentaires, initialement non prévues aux marchés de travaux, s'avèreraient nécessaires en cours d'exécution des prestations, elles seraient rendues contractuelles par le biais d'actes modificatifs aux marchés de travaux, dans le respect des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Les éventuels actes modificatifs des marchés de travaux, mentionnés ci-dessus, ont pour incidence de modifier le coût de réalisation des travaux **Créal**.

Seules les modifications nécessitant des prestations supplémentaires de conceptions (catégories 1 et 2 telles que définies à l'article 12.5) sont répercutées sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre, qui est révisé dans des conditions similaires à celles prévues à l'article 12.6-b, en prenant en compte :

- **Créal-révisé, Tréal-révisé et Fréal-révisé** sont à substituer à **Créal, Tréal et Fréal** ;
- **Créal, Tréal et Fréal et Streál** remplacent à **Cdef, Tdef, Fdef et Stdef**
- **Tt(études – base)** doit être remplacé par **Tt(travaux)**.

d) Modalités d'acceptation de travaux supplémentaires

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois M_o "Travaux".

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement par catégorie, établies par le MOE, sont soumises à décision du RMO.

Les décisions du RMO relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RMO.

e) Incidence financière sur les éléments de mission en cas d'augmentation du forfait

Dans le cas d'une augmentation du forfait de rémunération, l'incidence financière est répercutée proportionnellement sur les éléments de mission qui sont encore à réaliser. Les autres éléments de mission demeurent inchangés.

A l'issue de l'acte modificatif après l'élément de mission APD, l'incidence de l'augmentation éventuelle du forfait de rémunération est répartie proportionnellement sur les éléments postérieurs à l'élément de mission APD (PRO, AMT, VISA, DET, AOR).

Dans le cas d'un acte modificatif à la notification des marchés de travaux, ou lors de l'exécution de ces derniers, l'incidence de l'augmentation éventuelle du forfait de rémunération est répartie proportionnellement sur les éléments postérieurs à l'élément de mission AMT (VISA, DET, AOR).

12.7 - Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux **Cref**. Il s'agit du coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

• **Dans le cas d'une consultation passée en entreprise générale**, ce coût de référence **Cref** est obtenu en multipliant le montant de l'offre considérée, tous critères confondus, comme économiquement la plus intéressante par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 pris respectivement au mois **M0init**, tel que défini à l'article 12.1 du présent document et au mois **M0** des offres de travaux ci-dessus.

$$Cref = (\text{Montant de la meilleure offre de travaux}) \times \left(\frac{BT01 \text{ au mois } M0_{init}}{BT01 \text{ au mois } M0_{travaux}} \right)$$

(Le coefficient est arrondi au millième supérieur)

• **Dans le cas d'une consultation passée en lots juridiques séparés**, le coût de référence **Cref** de la consultation « travaux » est obtenu en additionnant les coûts de références spécifiques à chaque lot (calculé sur la base des index des corps de métiers concernés).

$$Cref = Cref (Lot1) + Cref (Lot2) + [...] + Cref (LotX)$$

Les coûts de références spécifiques à chaque lot sont calculés comme suit :

$$Cref [LotX] = (\text{Montant de la meilleure offre de travaux LotX}) \times \left(\frac{BT(LotX) \text{ au mois } M0_{init}}{BT(LotX) \text{ au mois } M0_{travaux}} \right)$$

(Le coefficient est arrondi au millième supérieur)

• **Dans le cas où $Cref > St_{def}$**

Si le coût de référence **Cref** est supérieur au seuil de tolérance **St_{def}**, tel que défini à l'article 12-3 du présent document, l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif **C_{def}** n'est pas respecté.

Le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation "travaux" infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut aussi accepter le coût de référence **Cref**.

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifié.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial (ou modifié préalablement par acte(s) modificatif(s)), et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai maximal de deux semaines à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

• **Dans le cas d'une infructuosité de la consultation « travaux »**

Dans le cas où un ou plusieurs lots de la consultation « travaux » étai(en)t infructueux et nécessitai(en)t une nouvelle mise en concurrence, une mission complémentaire, hors forfait de la mission base, serait confiée au maître d'œuvre, par acte modificatif au contrat (avenant).

Cette mission complémentaire devrait alors prendre en compte le coût pour :

- L'établissement de nouveaux documents pour la nouvelle consultation « travaux » ;
- L'analyse des plis reçus ;
- Les éventuelles négociations à mener avec les candidats.

Le montant de cette mission complémentaire peut être établi sur la base de la décomposition du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, ou sur un devis proposé par le maître d'œuvre et accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

• Variantes pour les marchés de travaux

Le MOA propose le cas échéant des variantes, à l'initiative du maître d'œuvre (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises. Le MOE propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés ou biosourcés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

12.8 - Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux **Créal** est le coût qui résulte des contrats de travaux notifiés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Il peut être différent du coût de référence, suite à une mise au point ou à une phase de négociation.

Le coût de réalisation des travaux **Créal** est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **Mo** correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Conformément aux articles R.2432-4 et R.2432-5 du code de la commande publique, le respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût de réalisation des travaux à la notification des marchés de travaux est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte du coût total définitif des travaux passés par le maître d'ouvrage.

12.9 - Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages, augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs), ne respecte pas le seuil de tolérance défini à l'article 12.3 du présent cahier des clauses administratives particulières, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à la diligence du maître d'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de missions VISA, DET et AOR.

12.10 - Coût final constaté des marchés de travaux

Le coût final constaté des marchés de travaux **C_{final}**, après achèvement de l'ouvrage, est le montant, en valeur économique du mois **Mo**, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés de travaux et de leurs éventuels actes modificatifs, pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

- **Premier cas** : (**C_{final}** - coût des modifications de catégorie 1) \leq **Stréal**

Le coût final constaté **C_{final}**, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est inférieur ou égal au seuil de tolérance fixé par rapport au coût de réalisation de travaux.

La révision du forfait définitif de rémunération après réalisation des travaux est alors fixée comme suit :

$$\mathbf{F_{final} = F_{def} + (Tv_x \text{ Comp} \times T_{def} \times T_{exé})}$$

Où :

F_{final} = Forfait de rémunération final de la mission de base, révisé après réalisation des travaux ;

F_{def} = Forfait définitif de rémunération de la mission de base établi après APD ;

Tv_x Comp = Montant des travaux complémentaires de catégories 1 et 2, nécessitant des prestations de conception ;

T_{def} = Taux définitif de rémunération ;

T_{exé} = Cumul des taux de répartitions des missions en phase d'exécution (VISA ou EXE + DET + AOR) définis dans la répartition des honoraires par éléments de missions.

- **Second cas** : (**C_{final}** - Cout des modifications de catégorie 1) $>$ **Stréal**

Le coût final constaté **C_{final}**, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur au seuil de tolérance fixé par rapport au coût de réalisation de travaux.

Le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le coût de réalisation, majoré par le seuil de tolérance, multipliée par deux fois le taux définitif de rémunération du maître d'œuvre.

$$\mathbf{\text{Montant de la pénalité appliquée} = 2 \times T_{def} \times (C_{final} - (C_{réal} + C_{réal} \times T_t(\text{travaux})))}$$

Conformément à l'article R.2432-5 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra pas excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

CHAPITRE III – DÉLAIS – PÉNALITÉS

ARTICLE 13 - DÉLAIS ET PÉNALITÉS DE RETARD

L'ensemble des délais du marché issu de cette consultation est exprimé en jours calendaires. Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des délais ou celui des pénalités.

Les délais globaux des éléments de mission sont fixés dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

La notification du marché vaut commencement de son exécution.

PHASE ÉTUDES

13.1 - Établissement des documents d'étude

a) Délais

Les délais maximums de remises des documents d'études, fixés dans l'acte d'engagement, sont les suivants :

ELEMENTS DE MISSIONS – TRANCHE FERME	Délais maximum
Études d'esquisse	4 Semaines
Diagnostic	-
Études d'avant-projet sommaire	4 Semaines
Études d'avant-projet définitif	6 Semaines
Dossier de permis de construire ou d'aménager	4 Semaines
Études de projet	4 Semaines
Assistance aux Marchés de Travaux	
– Constitution DCE	2 Semaines
– Suivi consultation (Réponses aux questions Ent.)	1 Semaine
Assistance aux Marchés de Travaux	
– Analyse des plis initiaux	2 Semaines
– Analyse des plis négociés	1 Semaine

Les points de départ de ces délais sont définis ci-après :

Elément de mission	Point de départ du délai
DIA - ESQ	Date de la notification du marché.
APS, APD, PRO	Date précisée par décision du RMO pour démarrer l'exécution de l'élément de mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure

Tâche	Point de départ du délai
Constitution DCE	Date précisée par décision du RMO pour démarrer l'exécution de l'élément de mission
Analyse des plis initiaux	Date de la remise au MOE des offres initiales des entreprises de travaux.
Analyse des plis négociés	Date de la remise au MOE des offres négociées des entreprises de travaux.

Tâche	Point de départ du délai
Mise au point des dossiers marchés	Date de la décision d'attribution des marchés.

b) Pénalités pour retard en phase études

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, le MOE n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Moe, en cas de retard dans la présentation de ces documents, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant hors taxes par jour calendaire de retard est fixé par rapport au montant du marché à :

Elément de mission	Pénalité
ESQ	100,00 €
APS	100,00 €
APD	100,00 €
PRO	100,00 €
DCE	100,00 €
Analyse des offres	200,00 €

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

13.2 - Réception des documents d'étude

Les documents présentés par le MOE sont remis au RMO, sous forme dématérialisée, dans un des formats suivants : [pdf, dxf, ppt, doc, xls, odt].

En complément un exemplaire sur support papier sera fourni au RMO.

Nombre d'exemplaires :

Les documents d'études sont remis par le titulaire, au maître d'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Elément de mission	Nombre d'exemplaires
ESQ	1
APS	1
APD	1
PRO	1
Permis de Construire	Selon Cerfa + 2
DCE	2
Rapports d'analyse des offres	2
DOE	2

Dans le cadre des mesures environnementales que le MOE s'engage à respecter, les documents seront émis sur un support papier recyclé ou issu de forêts durablement gérées, les plans sur papier tirage pliés en nombre d'exemplaires précisés ci-avant.

Les documents remis seront accompagnés d'un exemplaire sur support USB, au format **PDF**, ou dans un format compatible avec les éditeurs habituels du marché pour les documents, **et** au format

DWG du logiciel **AUTOCAD Architecture 2014** (ou version antérieure ou logiciel compatible) pour les plans.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

13.3 - Délais d'approbation par le maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-MOe, le maître de l'ouvrage dispose, pour procéder aux vérifications et pour notifier sa décision d'ajournement, d'admission (en l'état ou avec observations) ou de rejet des documents d'études d'un délai de **trois mois** maximums.

Les délais d'approbation courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Elément de mission	Document	Délai
ESQ	Esquisse	45 jours
APS	Avant-Projet Sommaire	30 jours
APD	Avant-Projet Définitif	90 jours
PRO	Etudes de projet	60 jours

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG-MOe (acceptation tacite).

En cas de rejet, le maître d'ouvrage dispose, pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, d'un délai de **deux mois**.

13.3.1 - Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans le délai fixé à l'article 21-3 du CCAG et soumis aux dispositions de l'article 13.3 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RMO dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

13.3.2 - Réfaction

Par dérogation à l'article 21-3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

13.3.3 - Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RMO dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le MOE, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 13.3.

13.4 - Délais de vérification des autres documents présentés par le MOE

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG, les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le MOE doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Elément de mission	Document	Délai
PC	Dossiers d'autorisations administratives (PC – AT...)	60 jours
ACT	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	15 jours
	Analyse des offres	15 jours
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	30 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RMO de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au MOE dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée admise avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le RPA dispose, pour donner son avis, après présentation par le MOE des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 13.1 ci-dessus.

PHASE TRAVAUX

13.5 - Établissement des documents en phase travaux

a) Délais

Les délais maximums de remises des documents, en phase travaux, sont les suivants :

ELEMENTS DE MISSIONS – TRANCHES OPTIONNELLE 1, 2 et 3	Délais maximum
VISA des documents d'exécution	2 Semaines
DET	
Transmission des comptes-rendus de travaux	3 jours
Notification des décisions du RMO aux entreprises	2 Semaines
Transmission d'un avis sur l'agrément d'un sous-traitant	1 Semaine
Etats d'avancement	Le 1 ^{er} de chaque mois
Mémoires de réclamation	30 jours
Projets de décompte finaux	2 semaines
OPR	Délais fixés au CCAG Travaux
Proposition de réception au RMO	Délais fixés au CCAG Travaux
Notification aux entreprises	
Transmission des PV de levée de réserves	
Remise des DOE au MOA Remise des documents nécessaires au DIUO	A la réception des Travaux
Examen des désordres signalés en période de GPA	1 Semaine

① Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 10 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 5 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Les points de départ de ces délais sont définis ci-après :

Elément de mission	Point de départ du délai
VISA des documents d'exécution	Transmission des documents d'exécution par l'entreprise ou la MOA

Elément de mission	Point de départ du délai
DET	
Tâche	
Transmission des comptes-rendus	Date de la réunion de chantier concernée
Notification des décisions du RMO aux entreprises	Date de la notification au MOE de la décision du RMO
Transmission d'un avis sur l'agrément d'un sous-traitant	Date de réception par le MOE de la demande d'agrément.
Mémoires de réclamation	Date de réception par le MOE de la réclamation de l'entrepreneur.
Projets de décomptes et soldes	Date de réception par le MOE des décomptes finaux, généraux ou solde.

Elément de mission	Point de départ du délai
AOR	
Tâche	
OPR	

Elément de mission	Point de départ du délai
AOR	
Tâche	
Proposition de réception	Point de départ fixé au CCAG Travaux
Notification aux entreprises	
Transmission des PV de levée de réserves	
Remise des DOE au MOA	Date retenue par le MOA comme date de réception des Travaux
Remise des documents nécessaires au DIUO	
Examen des désordres signalés en période de GPA	Date de réception par le MOE du signalement du désordre

Les délais et date de démarrage des missions complémentaires sont identiques aux éléments de missions de base auxquels ils sont associés.

b) Pénalités pour retard en phase travaux

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Moe, en cas de retard dans la présentation de ces documents, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant hors taxes par jour calendaire de retard est fixé par rapport au montant du marché à :

Elément de mission et tâches associées	Pénalité
VISA	200,00 €
DET	100,00 €
OPR	100,00 €
DOE	200,00 €
DIUO	100,00 €
GPA	100,00 €

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

PROJETS DE DECOMPTES

13.6 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours de l'exécution des travaux, les entrepreneurs remettent leurs demandes de paiements au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte via Chorus Pro.

Le titulaire dépose son projet de décompte mensuel en renseignant le SIRET et le code exécutant communiqués par le maître d'œuvre, ainsi que ceux du maître d'ouvrage.

Le projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Il est établi à partir des prix initiaux du marché, hors TVA et hors révision, celle-ci étant calculée par l'administration. Le projet de décompte doit respecter les lignes de postes détaillées dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

Le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes établis par l'entrepreneur conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Pour effectuer le travail de vérification des projets de décompte mensuels qui lui est confié, le maître d'œuvre doit :

- se créer un compte utilisateur dans l'onglet « factures de travaux » sur le portail Chorus Pro ;
- Cette inscription lui permettra d'avoir une alerte quand une entreprise titulaire d'un lot déposera un projet de décompte aux fins de vérification. Les dépôts sur Chorus Pro par les différents intervenants sont par ailleurs horodatés.
- récupérer dans l'onglet « factures de travaux » de Chorus Pro le projet de décompte établi par l'entreprise de travaux ;
- vérifier le projet de décompte de l'entreprise ;
- déposer l'état d'acompte à l'attention du maître d'ouvrage dans Chorus Pro onglet « factures de travaux » dans un délai de 10 jours calendaires à compter du dépôt du projet de décompte par l'entreprise de travaux.

En ne respectant pas cette obligation, le maître d'œuvre serait tenu pour responsable du non-respect des délais de paiement qui en résulterait.

Si le délai de transmission de l'état d'acompte n'est pas respecté, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Moe, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités correspondant à 100,00 € par manquement et 2 % du montant HT du projet de décompte mensuel.

La transmission par le maître d'œuvre de l'état d'acompte au maître d'ouvrage via Chorus Pro avertit en même temps le titulaire du marché que l'état d'acompte a été transmis au maître d'ouvrage et permet ainsi au maître d'œuvre de respecter son obligation d'information du titulaire, telle que prévue par le CCAG-travaux.

13.7 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux, et transmis par l'entrepreneur via Chorus Pro, onglet « factures de travaux ».

Après vérification du projet de décompte final, qui devient alors le décompte final, et à partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à cinq (5) jours calendaires (incluant la transmission au maître d'ouvrage) après la parution des derniers index ou à compter de l'accusé de réception du document. Cette date doit impérativement figurer sur le projet de décompte.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Moe, le maître d'œuvre encourt, sur ces créances des pénalités correspondant à 100,00 € par manquement et 2 % du montant HT du projet de décompte final.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

13.8 - Instruction des mémoires en réclamation

a) Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire.

b) Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-Moe, en cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 100,00 €.

ARTICLE 14 - ARTICLE 14 – AUTRES PÉNALITÉS

14.1 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin

Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : **500,00 €** par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par la mise en demeure.

14.2 - Sous-traitants

Découverte de la présence sur le chantier d'un sous-traitant non déclaré : **1 000,00 €** par infraction constatée.

14.3 - Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 5.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000,00 €**

14.4 - Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 5.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000,00 €**.

14.5 - Autres pénalités

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de **500,00 €** par demande présentée.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les états d'acomptes mensuels des marchés de travaux, le MOE encourt une pénalité de **100,00 €** par jour de retard.

En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage, cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

14.6 - Exonération

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-Moe, il ne sera fait application d'aucune exonération de pénalités, quels qu'en soient les montants.

14.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le MOE dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

CHAPITRE IV – EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE

ARTICLE 15 - ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'Exécution des marchés Travaux" (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 13.4 du CCAP.

Toutefois, un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu de décisions écrites préalables du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, l'ordre de service ne comporte que la transmission de ces décisions à l'entrepreneur, décisions ayant effet de modifier les délais d'exécution des travaux ou leur prix, notamment :

- La modification du programme initial entraînant une modification du projet.
- La notification de la date de commencement des travaux.
- La notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.

Les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RMO prise selon les modalités prévues à l'article 12.8.3 ci-avant.

Les ordres de service, dont copie **doit être remise au maître de l'ouvrage**, sont extraits d'un registre à souche fourni par ce dernier qui peut s'assurer à tout moment que les ordres de service ont bien été délivrés en temps utiles. La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard, compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a été réellement, est fixe à 50,00 euros par jour calendaire.

ARTICLE 16 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 2.5 du présent CCAP, la direction de l'exécution des marchés de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécu-

tion des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs. A ce titre, il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Pour exercer le contrôle général des travaux, des visites de chantier auront lieu, à la diligence du maître d'œuvre et en accord avec le maître d'ouvrage qui pourra y être représenté, au moins toutes les semaines et aussi inopinément en tant que de besoin. Le maître d'œuvre sera personnellement présent chaque fois que les décisions à prendre le nécessiteront et en tout cas chaque fois que le maître d'ouvrage le souhaitera.

Pour les autres visites, il sera représenté par une personne qualifiée désignée par lui, en accord avec le maître d'ouvrage, dans les deux semaines qui suivent la notification du marché.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun des entrepreneurs et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner. Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantier. Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de 8 [huit] jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

Dans le cadre de sa présente mission, le MOE est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

16.1 - Journal de chantier

Le maître d'œuvre tiendra un journal de chantier où seront consignées ses visites et constatations ainsi que celles de tous autres intéressés tels le conducteur d'opération et, le cas échéant, le contrôleur technique. Sur ce journal seront également répertoriés tous les ordres de service qu'il aura donnés conformément à l'article 15 précédant et mentionnés tous événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques. Ce journal deviendra la propriété du maître d'ouvrage à qui il sera remis en fin de chantier.

16.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

16.2.1 - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le MOE sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

16.2.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du MOE

Tout différent entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :

Le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

- Commencement des travaux dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le MOE, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),

avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

ARTICLE 17 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la

responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

ARTICLE 18 - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de missions définis à l'article 2.5 du présent CCAP.

Lorsque l'arrêt d'exécution des prestations est prononcé, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

Cette résiliation, faisant suite à l'arrêt d'exécution des prestations, n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 19 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin de la "garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission du maître d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve ou de l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ; ou lorsque le RMO décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'un procès-verbal de réception, établi sur la demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage et dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 20 - UTILISATION DES RÉSULTATS

Il est fait application des articles 22 à 24 du CCAG-Moe.

CHAPITRE V – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Dans le cas d'une résiliation ne faisant pas suite à un arrêt de l'exécution des prestations (article 17 du présent CCAP), il sera fait le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOe avec les précisions suivantes.

ARTICLE 21 - RÉSILIATION DU FAIT DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Par application de l'article 31 du CCAG-MOe, pour l'établissement de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixe à **5%** (cinq pour cent).

ARTICLE 22 - RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE OU CAS PARTICULIER

Si le marché issu de la consultation est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG MOe, la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de **10%**. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 28.1 du CCAG-MOe), les prestations sont réglées sans abattement.

Au titre des études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre devra reprendre, à ses frais, tout ou partie des études si les dossiers ci-dessus font l'objet, de la part des autorités compétentes, d'un avis défavorable ou d'un avis favorable avec réserve. Les délais d'études seront alors prolongés par ordre de service dans les conditions fixées par l'article 15.3 du CCAG-MOe.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOe, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixe à l'article 12.2 du présent CCAP.

Cette même dérogation s'applique dans les cas où la consultation des entreprises travaux serait infructueuse ou si le maître d'œuvre ne peut mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés de travaux dans les limites du coût prévisionnel.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de fournir tous les six (6) mois lors de l'exécution du marché, sous peine de résiliation à ses torts après mise en demeure, les pièces prévues à l'article D 8222.5 (société française) ou D 8222.7-8 (société étrangère) du code du travail.

Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le MOE ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 23 - CLAUSES DIVERSES

23.1 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOe sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG- MOe traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 30) et les autres cas de résiliation (article 28) s'appliquent dès qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une situation prévue à ces articles.

23.2 - Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de contractants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée une saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sureté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

23.3 - Responsabilité

D'une façon générale, les maîtres d'œuvre assument les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, les maîtres d'œuvre répondent notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les articles 1382 et suivants, 1792, 1792-2 et 1792-3 du code civil.

ARTICLE 24 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.



Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 25 - DIFFERENDS

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

• **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs
13 place Vendôme - 75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le Ministère.

• **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

*Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13*

CHAPITRE VI - DEROGATIONS AU CCAG MOe

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG-MOe :

CCAP 13.1	déroge à l'article	16.2.1, 16.2.2 et 16.2.3 du CCAG
CCAP 14.5	déroge à l'article	12.2.2 du CCAG-Travaux
CCAP 13.3.2	déroge à l'article	21.3 du CCAG
CCAP 13.4	déroge à l'article	16.2 du CCAG
CCAP 21	déroge à l'article	30 du CCAG
Convention EDILEX	déroge à l'article	11 du CCAG